



Tram : quatre ans perdus

2001

Après les municipales, les élus de droite de l'Agglo disent NON au tramway.

Août -septembre 2002

La consultation publique organisée par l'Agglo plébiscite le tram :
54 % d'avis favorables.

Octobre 2002

La majorité de l'Agglo dit OUI au bus guidé CIVIS.

Janvier 2003

Interrogée par *La République du Centre*, la population de l'agglomération dit NON au CIVIS.

Septembre 2003

Après M. Grouard, M. Lemaigen renonce au CIVIS.

Octobre 2003

La pétition lancée par le collectif pour une 2e ligne de tramway recueille 11 043 signatures en faveur du tramway.

20 novembre 2003

Les élus de droite de l'Agglo décident de lancer un appel d'offre pour un système « par rail guidé central » (un trolleybus guidé).

Janvier- février 2004

Le tramway est à nouveau plébiscité par la population de l'agglomération orléanaise à l'occasion de l'enquête d'utilité publique sur le plan de déplacements urbains.

Décembre 2004

Un sondage commandé par M. Lemaigen auprès de la population de l'agglomération d'Orléans plébiscite à nouveau le tramway

Mars 2005

Les élus de l'Agglo disent OUI... au tramway

Après plusieurs choix – tous annoncés comme définitifs – après des reniements constants, après avoir méprisé la majorité des habitants qui défendait le choix d'un tramway, M. Lemaigen et avec lui la majorité du conseil d'agglomération, nous annoncent, sans gêne et sans honte... qu'ils vont construire une ligne de tramway sur l'axe est-ouest. Avec, pour justifier leur choix, des arguments techniques, financiers, écologiques... que les partisans du tramway n'ont cessé de leur rappeler depuis quatre ans !

► Cette triste pantalonnade révèle au grand jour qui sont ceux qui dirigent l'agglomération d'Orléans : des élus sectaires qui ignorent l'opinion publique et n'ont qu'une ligne politique, ne pas faire comme leurs prédécesseurs.

La facture du sectarisme

► Les habitants de l'agglomération vont maintenant payer le prix de quatre ans incohérences, pour une 2e ligne de tram qui ne verra pas le jour avant 2010.

FACTURE

En 2005, l'incohérence se traduit par :

- + Dix-huit études supplémentaires
- + Des pénalités pour l'abandon des premières études
- + Des emplois perdus dans les travaux publics
- + La taxe professionnelle perdue correspondant à l'activité générée par les travaux
- + Une fausse campagne de concertation (août-septembre 2002)
- + Un sondage alibi de l'IFOP de février 2005, inutile
- + Des aides de l'Etat perdues par l'Agglo*

= une facture globale pour les contribuables de plus de 55 millions d'euros
soit, pour chaque habitant de l'Agglo : environ 200 €

* En 2002, le gouvernement soutenu par M. Grouard, député du Loiret, a supprimé toutes les aides de l'Etat pour financer de grands projets de transports en commun urbains... mais les a néanmoins maintenues pour les projets déjà engagés, sur pression d'Alain Juppé, alors maire de Bordeaux, qui construisait trois lignes de tramway en même temps.

► Et l'on nous disait sans gêne que faire un tramway dès 2002 coûterait trop cher !